



**Syndicat National des Personnels
de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire
Secrétariat Régional Grand Centre**

CTIR Grand Centre du 22 Septembre 2017

Déclaration liminaire de la délégation SNPES-PJJ/FSU

Monsieur le Président,

La rentrée 2017 est marquée par une succession d'annonces alarmantes pour le service public. Dans la lignée des attaques réalisées par le gouvernement contre les intérêts des salariés et des plus précaires, le Président de la République entend désormais s'en prendre à la Fonction Publique.

Le service public, c'est le bien commun, l'unique possession des plus faibles, ce qui permet aux plus fragiles de rester debout quand la précarité les frappe.

120000 postes de fonctionnaires en moins, la baisse du pouvoir d'achat des agents, la diminution des moyens d'action, sont autant d'inquiétantes perspectives pour l'ensemble des citoyens.

La PJJ, parce qu'elle prend en charge un public particulièrement fragile, est confrontée à cette misère qui augmente quand les moyens de l'état diminuent.

Les annonces de baisse des APL, la fin des contrats aidés qui fragilisera nombre d'associations ou de collectivités locales, le traitement réservé aux mineurs non-accompagnés, la quasi-disparition des contrats jeunes majeurs, sont de criants exemples de cette volonté manifeste de simplement laisser les plus faibles se dépêtrer de difficultés qu'ils ont prétendument choisi d'avoir. La phrase présidentielle sur « ceux qui ne sont rien » montre le mépris caractérisé envers la partie la plus fragilisée de la population.

Notre Direction Inter-Régionale n'échappe pas à cette logique, et si elle a connu des périodes au cours desquelles les saignées furent plus violentes, nous constatons que l'État continue de vouloir presser un fruit déjà sec. Les cadres de l'administration, bien conscients que leurs enveloppes diminuent, sont passés maîtres dans l'art de faire passer des impossibilités pour des nécessités.

Nous souhaitons que le dialogue social dépasse ce jeu de dupes, que nous puissions échanger des priorités budgétaires et de la réalité vécue par les agents au contact des usagers.

Notre organisation se mobilise et se mobilisera, au sein des instances de dialogue social mais aussi dans la rue et par tout moyen, pour défendre les intérêts des plus faibles mais aussi les conditions de travail et de vie des professionnels.

A cet égard, la mobilisation inter-syndicale prévue le 10 Octobre doit constituer un avertissement ferme pour ceux qui s'érigent en fossoyeurs souriants d'une Fonction Publique qui n'a déjà que trop souffert.

La délégation SNPES-PJJ/FSU:

Philippe AYMARD, Cédric SOLTANI, Françoise DUCROT RAFFARD, Fabien MONOT

Courriel: srcentre.bourgogne.snpespjjfsu@gmail.com

Correspondance: SNPES PJJ FSU 45 rue Parmentier
21000 DIJON

site :<http://srcentrebουργognes.wix.com/snpespjjfsugdcentre>

Téléphone: 06.74.78.52.92 (répondeur)

